

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

N° RG 20/00304 - N° Portalis DBVK-V-B7E-OW6L

O R D O N N A N C E N° 2020 - 321

du 19 Octobre 2020

SUR PROLONGATION DE RETENTION D'UN ETRANGER DANS UN
ETABLISSEMENT NE RELEVANT PAS DE L'ADMINISTRATION
PENITENTIAIRE

dans l'affaire entre,

D'UNE PART :

Monsieur

né le 15 Octobre 1982 à ALGER (ALGERIE)

de nationalité Algérienne

retenu au centre de rétention de Perpignan dans les locaux ne relevant pas de
l'administration pénitentiaire,

Comparant, *en visio-conférence*, assisté de **Maître Stockley JOSEPH MASSENA**,
avocat commis d'office.

Appelant,

et en présence de TAGUIA Nabila, interprète assermenté en langue arabe,

D'AUTRE PART :

1°) **Monsieur LE PREFET DU TARN ET GARONNE**

2 allée de l'empereur BP10 779

82013 MONTAUBAN CEDEX

Non représenté

2°) **MINISTERE PUBLIC :**

Non représenté

Nous, Myriam BOUZAT conseillère à la cour d'appel de Montpellier, déléguée par
ordonnance de Monsieur le premier président, plus spécialement pour les attributions
dévolues par les articles L 551-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers
et du droit d'asile, assisté de Manon BORREMANS, greffier,

EXPOSE DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

Vu l'arrêté du 4 janvier 2019 de **Monsieur LE PREFET DE LA LOIRE**, portant
obligation de quitter le territoire national sans délai et fixant le pays de renvoi pris à
l'encontre de **Monsieur** ;

Vu les arrêtés du 17 janvier 2020 de **Monsieur LE PREFET DE LA GIRONDE**, l'un
portant obligation de quitter le territoire français sans délai de départ et interdiction de
retour pendant deux ans, l'autre portant assignation à résidence;

Vu la décision de placement en rétention administrative de **Monsieur le PREFET DU TARN ET GARONNE** du 14 octobre 2020 de **Monsieur** pendant 48 heures dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

Vu la requête en mainlevée de la rétention administrative de **Monsieur** en date du 15 octobre 2020;

Vu l'ordonnance du 16 Octobre 2020 à 15h22 notifiée le même jour à la même heure, du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de PERPIGNAN qui a rejeté la requête de **Monsieur**,

Vu la déclaration d'appel faite le 16 Octobre 2020 par **Monsieur**, du centre de rétention administrative de Perpignan, transmise au greffe de la cour d'appel de Montpellier le même jour à 16h35,

Vu notre ordonnance de réouverture des débats en date de jour à midi pour une audience de jour à 14 heures selon la procédure de la visio-conférence par application des dispositions des articles L 552-12 et R 552-8 du CESEDA.

Vu les télécopies adressées le 19 Octobre 2020 à Monsieur LE PREFET DU TARN ET GARONNE, à l'intéressé, à son conseil, et au Ministère Public les informant que l'audience sera tenue ce jour à 14 H 00.

PRETENTIONS DES PARTIES

Assisté de TAGUIA Nabila, interprète, **Monsieur** confirme son identité telle que mentionnée dans l'ordonnance entreprise et déclare : " Je suis rentré en France le 19 novembre 2018 en faisant Alger/Marseille avec un visa de 3 mois et 6 mois. Le visa a expiré le 15 décembre 2018 et je suis resté. Je suis célibataire sans enfants. S'il y a un avion, je pars et s'il n'y en a pas, je reste. "

L'avocat, **Me Stockley JOSEPH MASSENA** développe les moyens de l'appel formé contre l'ordonnance du juge des libertés et de la détention qui a rejeté le maintien en rétention de l'étranger.

SUR QUOI

L'appel formé le 16 octobre 2020 à 16 h 35 soit dans les 24 heures de l'ordonnance querellée est recevable.

Sur le moyen de nullité tiré de l'absence de perspective d'éloignement :

En l'espèce, l'identité de l'étranger appelant est certaine depuis sa reconnaissance comme ressortissant algérien par les autorités consulaires de son pays, le 26 septembre 2020, dont il ressort qu'il est bien **Monsieur**, né le 15 Octobre

1992 à MILA (ALGERIE) de nationalité Algérienne et qu'il est de nationalité algérienne .

les dispositions sanitaires pour lutter contre la pandémie de COVID -19 par l'Algérie doivent être analysées au regard des dispositions du CESEDA et notamment de son article L 554-1 qui dispose qu'une personne étrangère peut être maintenue en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ.

Il s'évince des informations diplomatiques françaises consultées sur le lien <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/> actualisées au 19 octobre 2020 que l'Algérie maintient la suspension depuis le 17 mars 2020 de toutes les liaisons aériennes et maritimes à destination et en provenance de l'Algérie, à l'exception du transport des marchandises.

Le commerce de la vente de billets d'avion ou maritime à destination de l'Algérie ne saurait combattre l'information officielle de la fermeture des frontières algériennes telle que rappelée par le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères français, à défaut pour le préfet de justifier de conditions particulières de rapatriement pour les algériens en situation irrégulière sur le sol français.

Si le premier juge appuie sa décision sur la demande de routing opérée le 15 octobre 2020 à destination de l'Algérie, garant des libertés individuelles, il ne saurait l'asseoir pour les restreindre sur une incertitude quant au rapatriement de cet algérien en situation irrégulière sur le sol français, dans le délai de la prolongation déjà décidée de 28 jours.

En l'état de l'incertitude quant à la réouverture de ses frontières par l'Algérie, il y a lieu d'accueillir le moyen de nullité et d'infirmier l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de Perpignan.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement,

Déclarons l'appel recevable de

Accueillons le moyen de nullité,

Infirmos la décision déferée,

Et statuant à nouveau,

Ordonnons la mainlevée de la rétention administrative de **Monsieur**

Ordonnons la notification immédiate de la décision au Procureur Général,

Ordonnons la remise en liberté de **Monsieur**

Lui rappelons qu'il a l'obligation de quitter le territoire national,

Disons que la présente ordonnance sera notifiée conformément à l'article R 552-15 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile,

Fait à Montpellier, au palais de justice, notifiée le 19 Octobre 2020 à 14 heures 16.

Le greffier,

Le magistrat délégué,
